



Le « deal » Macron

Le 18 septembre sera sans doute à marquer d'une pierre blanche dans la longue chronique des politiques de santé :

1945 : Sécurité Sociale pour tous ;

1958 : réforme Debré portant création des CHU ;

1971 : signature de la première Convention nationale ;

1995 : réforme Juppé ;

2018 : réforme Macron ?

Le Président aura au moins été ponctuel au rendez-vous donné aux professionnels de santé. Qui peut nier le constat formulé devant les Français du profond malaise qui s'est insinué au fil des ans et au-delà des clivages politiques dans l'ensemble de la « France en blanc » ? A l'hôpital, assommé par l'irruption de cette logique comptable que les libéraux avaient inaugurée avant lui ; en ambulatoire, miné par une logique idéologique à l'œuvre sous la majorité précédente.

Pour une fois, l'ensemble des syndicats médicaux libéraux a salué en chœur la pertinence du propos, faisant assaut de nuances au chapitre des moyens... qui ne figurent effectivement pas sur la feuille de route.

L'inflexion est pourtant là ! Pour la première fois depuis les débuts de la Ve République, le pivot désigné du système est l'ambulatoire, renvoyant l'hôpital à son statut de structure d'appel, selon une gradation en trois niveaux que personne ne saurait contester.

Évidemment que le marqueur de la réforme sera le sort des CHU et l'on attend le maçon au pied du mur, mais laissons-lui au moins sa chance. La « tiédeur » (euphémisme) des réactions du côté de la FHF (Fédération Hospitalière de France) est révélatrice du choc reçu. Celle des organisations infirmières confrontées à l'irruption prochaine d'assistant dans les cabinets médicaux est également à lire en filigrane, comme une concurrence perçue au moment où elles espéraient s'affranchir de la prescription médicale pour investir la responsabilité du premier recours.

Reprenons la lecture du propos présidentiel : c'est en fait un deal - un authentique « marché » - que propose Emmanuel Macron à la profession organisée : montez ces fameuses Communautés de Territoires que vous avez imaginées pour garantir l'accès aux soins partout et à tout moment et on vous y aidera. Si vous y manquez, on en chargera le service public.

Le deal est brutal, mais il a au moins le mérite de la franchise : la médecine libérale de papa, seul dans son coin, sera définitivement révolue sous quelques années. La réforme annoncée est en tout cas ambitieuse ; on jugera de sa fiabilité à l'aune des textes - et des financements - de mise en œuvre.